



Campagnes urbaines

► Objectif ZAN ? Apprendre du périurbain et des campagnes urbaines

Sylvain Allemand

Puca, octobre 2020. 119 p. Collection "Réflexions en partage"

Ils ont longtemps été décriés (pour leur dépendance à la voiture, leur propension à surconsommer du foncier,...). Paradoxalement, ils n'ont encore été l'objet d'aucune politique publique nationale spécifique. Du côté des professionnels, peu d'architectes, urbanistes ou de paysagistes s'y sont intéressés et investis. Y habitent pourtant une fraction non négligeable de la population française (plus de 40%). « Ils », ce sont les espaces périurbains et ce qu'il est convenu d'appeler les « campagnes urbaines ». Les reproches qui leur sont adressés ne sont pas infondés, mais ne sauraient faire oublier cette autre réalité : ces mêmes espaces recèlent un potentiel insoupçonné (du moins pour ceux qui ne les fréquentent guère), en termes de développement économique, mais aussi de cadre de vie. Outre l'actualité relative à la « France des ronds-points » et à la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19, l'objectif ZAN (Zéro Artificialisation Nette) fixé par les pouvoirs publics, amène à les considérer avec plus d'attention. Et s'ils étaient non pas le problème, mais un début de réponse à bien des problèmes ?

► Synthèse du cycle de rencontres organisées de septembre 2019 à mars 2020, par le Puca, rédigée par le journaliste Sylvain Allemand, qui en assurait l'animation

► Le cycle de rencontres « Campagnes urbaines »

Coopération territoriale

► Centralité(s), métropolisation et petites villes : pour un fondement métaterritorial de l'équité

Régis Keerle, Laurent Viala

Justice spatiale, n°15, septembre 2020. 30 p.

En France, qu'en est-il de la justice spatiale dans le contexte de la métropolisation, particulièrement à l'échelle régionale ? Selon les discours dominants et les « croyances partagées » (Grossetti, Bouba-

Olga, 2018) en aménagement du territoire, les dynamiques métropolitaines produiraient leurs effets sur de vastes espaces qui au final en tireraient profit. Au-delà de ce périmètre d'influence, des territoires distants seraient logiquement marginalisés. Il n'y aurait donc, en prolongeant, « point de salut [...] hors des métropoles » (Doré, 2017). Si cette idéologie métropolitaine a accompli et accomplit encore son œuvre, ses principaux animateurs n'en sont pas moins désormais amenés à penser aux conditions de l'indispensable ancrage territorial d'une destinée métropolitaine, pensée « hors sol », à pérenniser (Offner, 2018).

Démographie

► La population de l'Union européenne. Caractéristiques, prospective et enjeux géopolitiques

Gérard-François Dumont

Les Analyses de Population & Avenir, 2019/6 (mis en ligne le 28 septembre 2020), n° 10. pp. 1-15

L'Union européenne, à 27 pays après le Brexit, compte un nombre de décès supérieur aux naissances et une faible fécondité. L'Union européenne doit, dès aujourd'hui et plus encore demain, faire face à un « hiver démographique ». Il importe de prendre la mesure de ses caractéristiques démographiques et d'examiner quelques projections. L'examen des différences d'intensité de ce l'« hiver démographique » selon les pays européens permet de préciser un diagnostic et invite à des solutions.

► La déprise démographique touche la moitié du territoire du Grand Est

Laura Horodenciuc, Vincent Monchâtre (Insee) ; Anh-Van Lu, Philippe Meyour (Dreal)

Insee Analyses Grand Est, n° 121, octobre 2020

Malgré l'augmentation globale de la population du Grand Est depuis 1968, près de la moitié du territoire compte en 2015 moins d'habitants qu'alors. Après les Hauts-de-France, c'est dans le Grand Est que la part de la population vivant dans les territoires en déprise est la plus importante. Loin des influences métropolitaines, la baisse démographique régulière prédomine depuis 50 ans, à l'exception de certaines centralités qui structurent leur espace de proximité. Quelques territoires en déprise proches de zones influentes (Luxembourg, région parisienne) présentent des inflexions démographiques et regagnent de la population depuis quelque temps.

Différenciation territoriale

► Situation des îles métropolitaines - Besoins en matière de différenciation territoriale

Sénat (Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation) - Jean-Marie Bockel

Rapport d'information, n° 626, juillet 2020. 29 p.

Les îles de la métropole, hormis la Corse, ont fait l'objet de peu de dispositions juridiques spécifiques. Pourtant, leurs caractéristiques très particulières justifieraient qu'il soit porté une attention renouvelée à leur situation. À la demande du président du Sénat, la délégation aux collectivités territoriales a souhaité faire un premier tour d'horizon en la matière. Elle dresse, à l'issue d'une table ronde tenue en juillet dernier avec les élus et représentants de ces îles, qui montre les besoins d'adaptation de la législation à leur nature insulaire, le constat de la nécessité d'une remise à plat par l'exécutif et le législateur de la situation des îles métropolitaines, dans l'esprit d'une différenciation territoriale intelligente.

Ecologie urbaine

► Agriculture urbaine : peur sur la campagne !

Roland Condor

The Conversation, 4 octobre 2020.

La profession agricole s'inquiète du développement d'un nouveau modèle d'agriculture : celui porté par des start-up. Ces jeunes entreprises connaissent un fort développement depuis quelques années. Certaines d'entre elles ont réussi le tour de force de réunir plusieurs millions d'euros en quelques mois pour financer leur développement, tandis que l'agriculture traditionnelle peine à réunir les financements pour créer, ici, un atelier de transformation et là, une unité de méthanisation. Elles bousculent ainsi le monde agricole rural qui subit déjà les assauts répétés d'associations de défense des animaux et qui est désormais attaqué sur le terrain de l'offre alimentaire. Peur justifiée ou nervosité ambiante ?

Economie sociale et solidaire

► Economie sociale et solidaire et ruralité. Repérer et accompagner les innovations sociales rurales pour réinventer l'économie de proximité

Avisé ; RTES. Octobre 2020. 32 p.

L'Avisé, agence d'ingénierie pour développer l'économie sociale et solidaire (ESS), en partenariat avec le RTES, Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire, lance un nouveau mode d'emploi qui apporte des clés de compréhension et d'action pour les décideurs publics et privés qui souhaitent encourager l'innovation sociale et soutenir les projets à fort impact social et environnemental dans les territoires ruraux.

Formation - Recherche

► Comment la loi de programmation de la recherche aggrave les inégalités entre territoires en France

Claude Grasland, Marion Maisonobe, Sophie Baudet-Michel

The Conversation, 5 octobre 2020

L'application des paramètres de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche peut aboutir à des politiques à la fois inefficaces sur le plan économique et nuisibles en matière d'aménagement des territoires.

► En complément, [une note d'analyse](#) des effets territoriaux de la LPR élaborée par un collectif de chercheurs et enseignants-chercheurs en géographie du CNRS et de l'Université de Paris (sept. 2020)

Jeunesse

► Impacts des conventions territoriales globales – CAF sur les politiques enfance-jeunesse intercommunales

Kamel Rarrbo

Banque des territoires, septembre 2020. 37 p.

La démarche « Politique jeunesse et intercommunalités » est proposée aux territoires voulant mettre en œuvre ou développer des projets adaptés aux jeunes de 12 à 25 ans. Depuis son expérimentation avec trois communautés de communes, elle a été développée par plus d'une trentaine de territoires.

Dans ce document, des élus et des techniciens témoignent de ses incidences concrètes.

► **Goûts, pratiques et usages culturels des jeunes en milieu populaire**

Injep - Chantal Dahan ; Christine Detrez (sous la dir.)

***Injep Notes & Rapports*, n° 2020/10, octobre 2020. 235 p.**

Ce rapport de recherche vise à décrire, de manière résolument qualitative, les pratiques culturelles de jeunes de milieux populaires résidant dans les quartiers populaires de villes moyennes, aux abords de Paris et de Lyon – de la proche banlieue aux limites de l’agglomération. Il s’est donc agi de construire, à travers les monographies de trois quartiers de la politique de la ville (situés à Bourgoin-Jallieu, Villejuif et Dammarie-les-Lys), qui sont autant de « tableaux » des jeunesses populaires, une vue générale et non exhaustive des pratiques culturelles d’adolescent·e·s partageant des conditions sociales et territoriales proches, en privilégiant des comparaisons internes à ce groupe social.

Logement

► **L’Atlas du logement et des territoires**

Banque des territoires, octobre 2020. 72 p.

L’Atlas du logement et des territoires présente, sous forme de cartes et de tableaux, des données synthétiques sur l’évolution socio-démographique des territoires, l’activité de construction et le secteur du logement social. Il est constitué d’une synthèse nationale et des éditions régionales. Cette édition 2020 de l’Atlas du logement et des territoires présente des données utiles aux acteurs et observateurs cherchant à analyser les évolutions socio-démographiques des territoires, l’activité de construction et le secteur du logement social. Afin de les visualiser rapidement, ces informations sont présentées sous forme de cartes et de tableaux portant sur la démographie, le parc de logements existant et la construction résidentielle dans les secteurs privé et social. Tant dans l’édition nationale que dans les éditions régionales, les principaux indicateurs sont déclinés à une échelle géographique facilitant l’analyse des particularités locales, celle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ou des départements.

Métropoles

► **L’essor des métropoles et des mégapoles : perspectives mondiales**

Julien Damon

***Telos*, 25 septembre 2020**

L’avenir est aux métropoles et aux plus grandes d’entre elles, les mégapoles. Aujourd’hui, sur la planète, 2000 territoires urbains comptent plus de 300 000 habitants. Une trentaine en rassemble, chacun, plus de 10 millions. Les projections démographiques, établies jusqu’à la fin du siècle, rapportent des croissances soutenues et dessinent des bouleversements dans la hiérarchie des villes.

Numérique

► **Numérique. Garantir l’accès aux services publics**

***Intercommunalités*, n°253, octobre 2020. pp. 8-18**

Le numérique est désormais le canal privilégié d’information des citoyens et de simplification administrative avec les démarches en ligne. Se pose néanmoins la question de l’accessibilité aux

services publics (couverture internet des zones rurales, déploiement du haut et du très haut débit, publics en situation de fragilité...) A l'épreuve du confinement, les collectivités ont aussi pu mesurer que le numérique est à la fois un moyen de repenser les services existants, mais aussi de réorganiser les processus de gestion et de management en interne.

► Le numérique et l'aménagement du territoire, histoire et perspectives

Le Cercle pour l'aménagement du territoire, juillet 2020. 6 p.

Interview croisée d'Anita Rozenholc, ancienne chargée de mission à la Datar et de Jean-Pierre Duport, Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale de 1989 à 1993.

Politique de cohésion

► La Politique de cohésion pour 2021-2027 : vers une plus grande territorialisation ?

Sébastien Bourdin

Géoconfluences, octobre 2020.

L'article explique comment la politique de cohésion de l'Union européenne est passée d'un objectif de rééquilibrage territorial à un objectif de compétitivité des territoires. Il s'agit d'accompagner les régions sur la mise en place de politiques d'innovation plutôt que de financer des grands projets d'infrastructures dont l'efficacité a souvent été remise en cause. Par ailleurs, les nouveaux objectifs de conditionnalité d'accès aux Fonds européens traduisent un manque d'ambition de la politique de cohésion, en particulier sur les objectifs climatiques.

Quartiers prioritaires de la politique de la ville



► Bien vivre dans les quartiers prioritaires Rapport ONPV 2019

Observatoire national de la politique de la ville (ONPV), ANCT, Helga Mondésir, Noémie Oswalt et al.

Septembre 2020. 312 p.

Edition 2019 du rapport annuel de l'Observatoire national de la politique de la ville remis au Gouvernement et au Parlement fin juillet 2020.

Pour sa 5e édition, ce rapport présente en première partie huit études sur le thème du bien vivre dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, choisi collégialement par les membres du comité d'orientation de l'Observatoire.

A l'instar des travaux de l'OCDE qui identifient onze dimensions au bien-être, et de ceux de l'Insee sur la qualité de vie, ce rapport propose une approche multidimensionnelle à partir d'indicateurs dépassant le cadre strictement économique de l'appréhension traditionnelle des conditions de vie. Il offre un regard national, émaillé par des focus locaux, de l'agglomération toulousaine au département de Loire-Atlantique.

La seconde partie est constituée de courtes analyses statistiques sous forme de quarante fiches thématiques relevant des trois piliers de la politique de la ville (cohésion sociale, emploi et développement économique, cadre de vie et renouvellement urbain) et présentant la mobilisation des moyens financiers afférents. Ces fiches comportent, pour la grande majorité d'entre elles, des

indicateurs déclinés pour chaque quartier prioritaire sur le site sig.ville.gouv.fr

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

► **DSU et transition(s) : agir, vite !**

Inter-réseaux des professionnels du développement social urbain (IR-DSU), octobre 2020.

Vidéos

L'IR-DSU a organisé ses journées nationales fin août autour de transitions et quartiers populaires.

L'intégralité des séquences est disponible en vidéos.

► [Ouverture](#) avec Priscilla Zammord, vice-présidente à l'Égalité et aux Solidarités et à la politique de la ville de Rennes Métropole et Khalid Ida-Ali, président de l'IRDSU.

► [Séquence 1](#) : "Les quartiers populaires face au Covid... et maintenant ?"

► [Séquence 2](#) : "Transitions et quartiers populaires"

► [Table ronde](#) : "Quelles attentes et besoins autour de l'ingénierie locale"

► [Vidéo bonus](#) : "Transitions et quartiers populaires - paroles d'habitants"

Santé

► **Réparer l'accès aux soins en milieu rural**

Emmanuel Vigneron et Dominique Dhumeaux

36 000 Communes, n° 377, septembre 2020. pp. 5-11

« Attention, bombe à retardement ! » Le message des élus ruraux est clair pour qualifier la question de l'accès aux soins dans leurs territoires. La démocratie sanitaire doit être refondée sur un véritable débat contradictoire. C'est l'objet de l'étude au long cours entamée par l'AMRF, afin de fournir aux élus ruraux de nouveaux arguments face au « dogme centralisateur ». Entretien croisé avec Dominique Dhumeaux, maire de Fercé-sur-Sarthe (72), vice-président de l'AMRF et membre de la mission ruralité et Emmanuel Vigneron, géographe à l'université de Montpellier, spécialiste des questions de santé en France.

Territoires

► **Seine-Saint-Denis : des mesures suffisantes pour pallier les conséquences de la crise économique et sociale ?**

Agnès Audier

Institut Montaigne, le Blog, 8 octobre 2020

Alors que la Seine-Saint-Denis est ordinairement dans une situation d'urgence sociale et économique, la crise que traverse notre pays risque d'affecter plus durement encore ce territoire. Quelles doivent être les actions des pouvoirs publics pour limiter l'impact de la crise sur le département ? Comment garantir que le plan de relance de 100 milliards d'euros bénéficiera en partie à ses habitants ? Agnès Audier, rapporteure générale du rapport [Seine-Saint-Denis : les batailles de l'emploi et de l'insertion](#) (mai 2020), répond aux questions de Baptiste Larseneur.

► **Attractivité résidentielle : des ressorts pas toujours suffisants dans les grands pôles urbains, des atouts dans certaines petites centralités**

Hélène Ville, Régine Bordet-Gaudin (Insee)

Insee Analyses Bourgogne Franche-Comté, n° 75, 5 octobre 2020

En Bourgogne-Franche-Comté, comme ailleurs, la plupart des personnes qui déménagent s'éloignent peu de leur lieu de résidence antérieur, et ceci même lorsqu'elles arrivent d'autres régions. Leurs choix résidentiels, intimement liés aux étapes de la vie, reposent sur le potentiel des territoires pour attirer de nouveaux habitants. Si les grands pôles urbains polarisent les flux d'étudiants et de cadres, d'autres territoires de la région sont également attractifs. Les ressources en emploi, une économie peu industrialisée ou un emploi industriel qui résiste, favorisent l'installation de jeunes actifs, ce qui contribue au rajeunissement et au dynamisme de certains pôles ainsi en croissance.

► **Parc national des Cévennes : une économie au service des habitants, un territoire attractif**

Stéphane Nourry, Séverine Pujol (Insee)

Insee Analyses Occitanie, n° 97, septembre 2020.

Territoire de moyenne montagne, le parc national des Cévennes s'étend sur la Lozère, le Gard et une petite partie de l'Ardèche. La partie gardoise, marquée par l'influence d'Alès, présente des caractéristiques plus urbaines que le reste du territoire. L'économie locale repose tout au long de l'année sur les besoins des habitants, auxquels s'ajoutent ceux des touristes pendant la période estivale. Elle s'appuie sur un tissu de petites structures, d'artisans et de commerçants. Le tourisme occupe une place importante dans l'emploi, et l'offre d'hébergement repose principalement sur les nombreuses résidences secondaires et les campings. Grâce à un bon maillage territorial, le parc national est bien doté en équipements courants. Il attire chaque année de nouveaux habitants, qui viennent souvent de zones limitrophes et impulsent un nouvel élan démographique. Les seniors sont les plus nombreux à s'y installer, en particulier dans la partie gardoise.

Ville

► **À qui appartient la ville dans un monde en transition ?**

Magali Talandier

The Conversation, 6 octobre 2020

À qui appartient la ville ? Du droit à la ville à la dénonciation d'une démocratie du sommeil (on vote là où l'on dort), la question de l'appropriation de l'espace par ses usagers occupe une large partie des études urbaines. La question n'est donc pas nouvelle. Pour autant, la transition écologique que nous vivons, tout comme le contexte actuel de pandémie, réinterroge notre rapport à l'espace à plusieurs titres, du rejet de la ville à l'envie de local.

Villes moyennes

► **Les villes moyennes en Occitanie. Crises et adaptations**

Cour et Chambre régionale des comptes Occitanie, octobre 2020. 211 p.

La Cour et la chambre régionale des comptes Occitanie ont conduit une enquête portant sur 26 villes moyennes d'Occitanie et leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Ces territoires, qui regroupent 1,8 million d'habitants, soit 31 % de la population et 18 % des emplois de la région, sont un maillon essentiel de son organisation territoriale et l'objet d'importantes politiques publiques. Au sein de ces territoires, les villes moyennes rencontrent des difficultés économiques, sociales et financières spécifiques, que les faiblesses et lacunes de leurs intercommunalités viennent

accentuer. Les constats de la présente enquête, qui reflètent la diversité des dynamiques urbaines nationales, conduisent les juridictions financières à formuler 10 recommandations visant à améliorer l'attractivité de ces villes moyennes, par une stratégie globale impliquant l'État et les autres acteurs de la région. Les constats et recommandations, formulés avant la crise sanitaire, conservent leur pertinence dans le contexte actuel.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#) ► [Le diaporama](#)

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> **S'abonner** : [accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> **Nous contacter** : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr



© 2020 Agence nationale de la cohésion des territoires

[Voir la version en ligne](#)

[Se désinscrire](#)